

## 4.5. VERS UNE ECONOMIE CIRCULAIRE

*Ce document contient les transcriptions textuelles des vidéos proposées dans la partie « Vers une économie circulaire » de la semaine 4 du MOOC « Économie circulaire et innovation ». Ce n'est donc pas un cours écrit au sens propre du terme ; le choix des mots, l'articulation des idées et l'absence de chapitrage sont propres aux interventions orales des auteurs.*

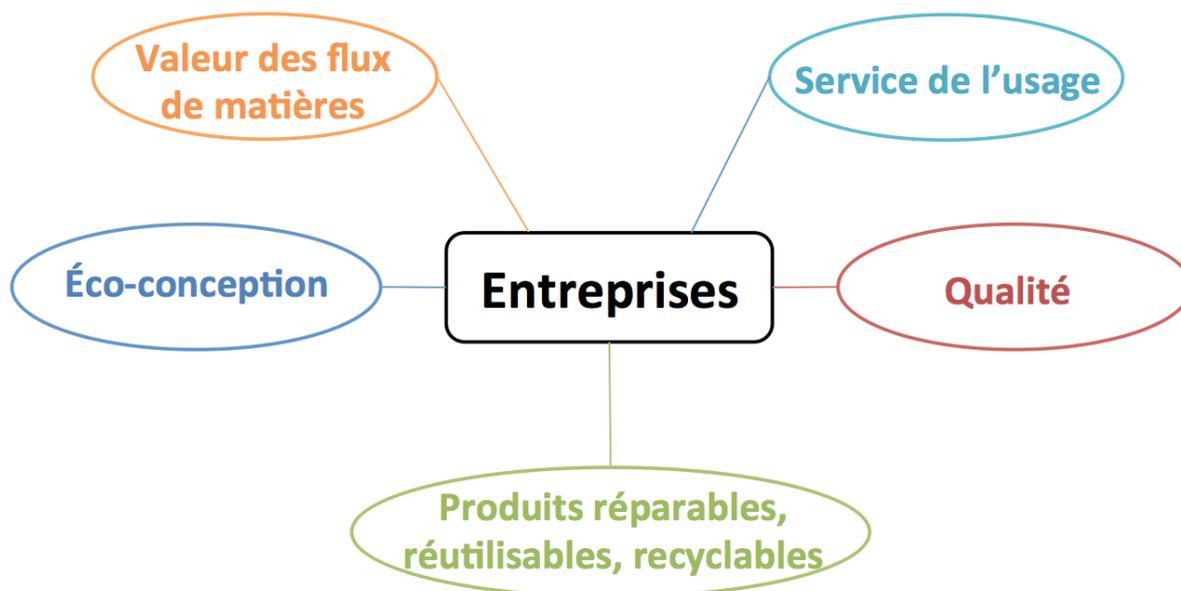
### *Enjeux, freins et leviers à la transition vers l'économie circulaire*

**Alain Geldron**

*Expert National Matières Premières - ADEME*

La transition vers l'économie circulaire représente une formidable opportunité, quelque part d'ailleurs, pour préserver le futur de l'Humanité. Mais cette transition vers l'économie circulaire représente aussi un changement profond pour l'ensemble des acteurs de la société. S'il y a des enjeux importants pour ces différents acteurs, il y a aussi des freins, mais il y a aussi des leviers possibles pour faciliter cette transition vers l'économie circulaire. Nous allons voir pour les différents acteurs quels sont ces enjeux, ces freins et ces leviers.

Tout d'abord pour les entreprises. Les entreprises, qui sont le moteur économique, et quand on parle d'économie circulaire on ne peut pas ne pas évoquer d'abord les entreprises. Le premier élément à prendre en compte c'est la valeur des flux de matières dans les entreprises. Souvent, on a tendance à évoquer le coût des déchets dans les entreprises. Et ce coût des déchets peut être négatif, lorsqu'il s'agit d'éliminer, mais peut être positif aussi quand il est possible de recycler ces déchets. Cependant, l'entreprise a un coût induit par les flux de matières générés, parce qu'il a fallu acheter ces matières premières, et il a fallu aussi les transformer au sein de l'entreprise. Quand on regarde dans l'entreprise la vraie valeur des flux de matières et la vraie valeur des déchets, on a une sensibilité particulière pour limiter la consommation des matières premières. C'est vraiment un élément fondamental pour l'entreprise et un premier niveau d'économie circulaire, je dirais.

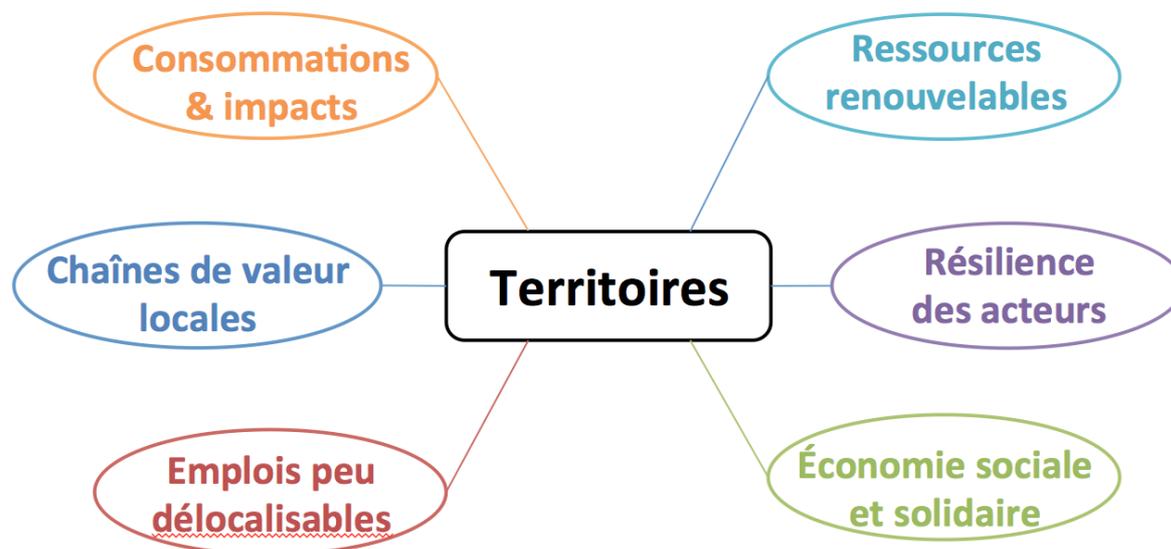


Le deuxième aspect c'est développer l'écoconception. L'écoconception, si elle vise à globalement limiter les impacts sur l'environnement, passe forcément par une limitation des matières premières, car moins de matières premières consommées c'est moins d'impacts environnementaux pour l'ensemble de la production. Ensuite, on a la possibilité aussi, mais dans une optique un peu nouvelle, de fabriquer des produits réparables, réutilisables, recyclables. Aujourd'hui on a tendance, pour un certain nombre de produits, à être plutôt dans le jetable, le renouvelable, assez régulièrement.

On a ensuite un autre modèle possible pour l'entreprise : c'est, au lieu de vendre des équipements, d'en vendre l'usage. C'est passer vers une économie de services, vers une économie de services de l'usage. Il s'agit dans ce cas-là de rester propriétaire de l'équipement pour l'entreprise et d'en vendre l'usage, la consommation, à partir d'unités de consommation. Bien entendu dans ces situations-là l'entreprise a intérêt à avoir des équipements réutilisables, des équipements remanufacturables, des équipements recyclables, de façon à rester propriétaire le plus longtemps possible du bien et d'avoir un meilleur équilibre économique. Et puis il s'agit aussi d'avoir un développement de la qualité des produits. Bien entendu quand vous êtes dans le service de l'usage, qu'on appelle aussi l'économie de la fonctionnalité, vous avez forcément tendance à développer la qualité de vos produits. Mais ça peut être aussi le cas pour des biens qui sont vendus, comme c'est le cas aujourd'hui, et pour lequel on pense que dans un futur proche l'ensemble des consommateurs voudront plutôt des produits de qualité, qui durent, plutôt que des produits jetables.

Ensuite, voyons ce qu'il en est pour les territoires. Pour les territoires le premier élément à prendre en compte c'est la consommation. Les consommations de matières premières et les impacts de ces matières premières sur les territoires. Le territoire a tout intérêt à limiter cette consommation, parce qu'il faut préserver les espaces naturels au maximum. Il faut aussi faire que la consommation des ressources disponibles sur les territoires puisse durer le plus longtemps possible, éternellement si possible. Et puis, bien entendu, on a intérêt quand on est collectivités locales, collectivités territoriales, à limiter les impacts environnementaux sur ce

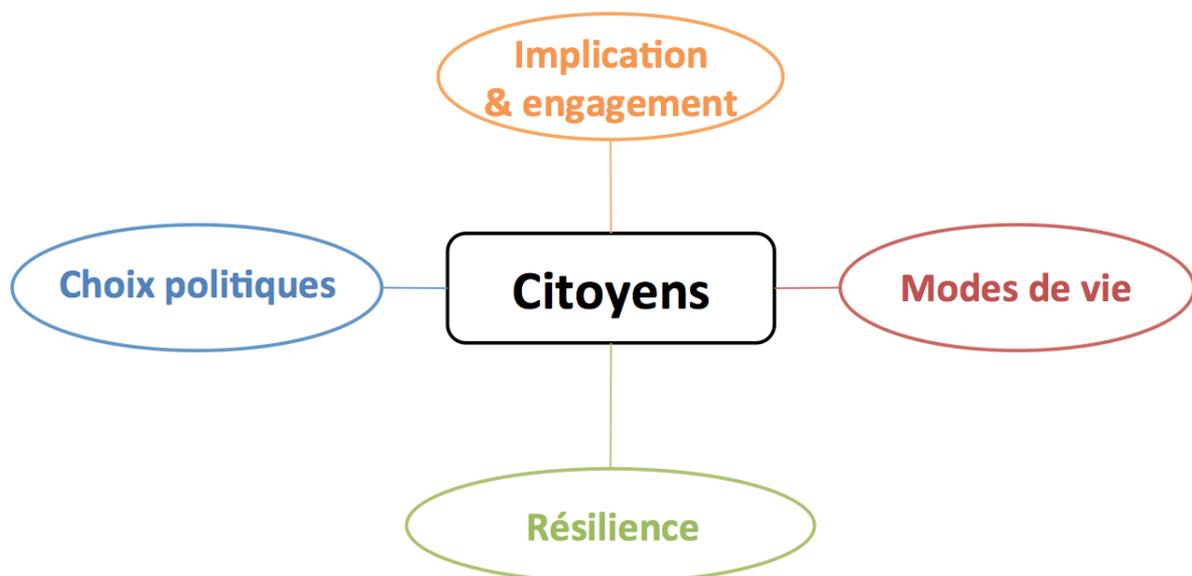
territoire. Parce que c'est aussi une question de santé publique et de bonheur, de bien-être des individus qui sont sur le territoire.



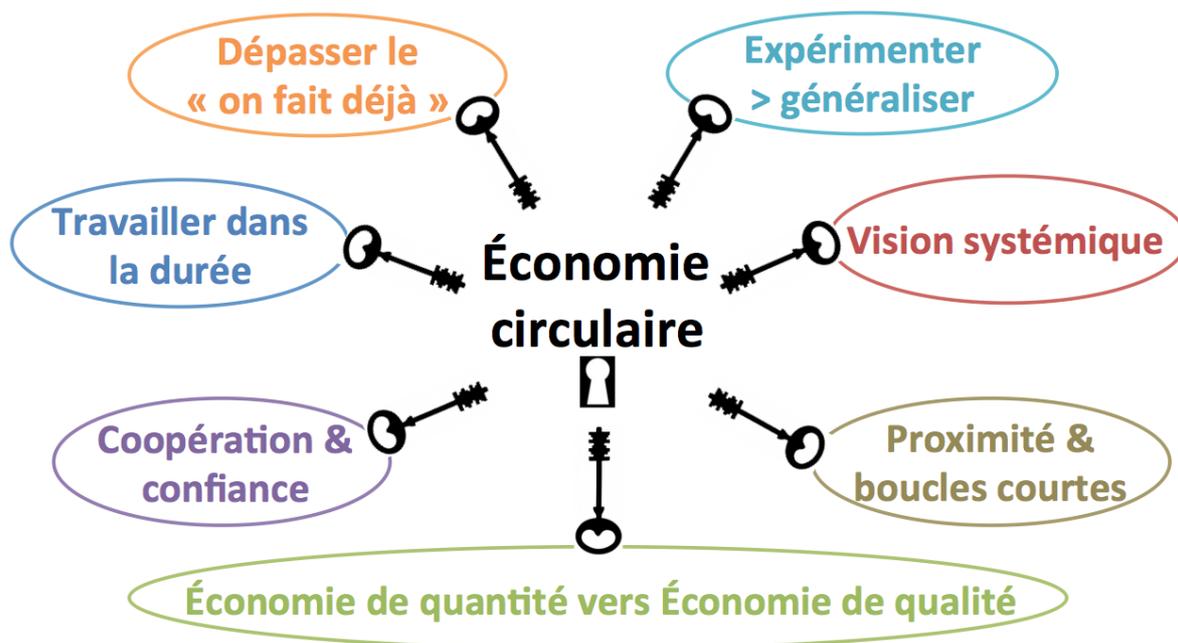
Le deuxième élément, c'est de faire que sur le territoire on puisse développer des ressources renouvelables, des ressources qui puissent se renouveler à un rythme qui corresponde à la consommation que l'on a de ces ressources. C'est un enjeu important, parce que c'est un enjeu de développement économique du territoire. Il ne s'agit pas d'être en autarcie sur le territoire, mais d'être en autonomie plus grande. Et au travers de l'utilisation de ces ressources locales, de ces ressources renouvelables, locales, mais aussi des ressources non renouvelables, il s'agit de développer des chaînes de valeur. C'est-à-dire de faire que les ressources qui sont extraites sur le territoire ne soient pas utilisées sur d'autres territoires, mais préférentiellement sur les territoires sur lequel ont été extraites ces ressources.

On a ensuite, au travers de ces modèles sur les ressources, la capacité à développer une résilience des acteurs, c'est-à-dire une capacité des acteurs à réagir à des difficultés temporelles, structurelles. Il est évident que par exemple l'augmentation du cours des matières premières, au niveau mondial, peut être atténuée lorsque l'on a une consommation plus raisonnable de ces ressources, ou quand il s'agit de ressources extraites sur le territoire lui-même. On a, dans ce contexte économique aussi, la possibilité de développer de nouveaux emplois. On l'a vu sur les entreprises, les nouveaux modèles économiques permettent de développer de nouveaux services, de nouvelles actions, qui sont souvent localisés sur le territoire. Et ces emplois, que ce soit pour la réparation, que ce soit pour l'économie de la fonctionnalité, que ce soit pour la réutilisation, sont des emplois qui sont plutôt locaux et qui sont peu délocalisables. C'est un enjeu important aujourd'hui pour l'économie des territoires. Et puis dans un cadre économique à développer, il s'agit aussi d'aller plutôt vers l'économie sociale et solidaire. L'économie sociale et solidaire ce n'est pas seulement l'emploi d'insertion, comme on a tendance à l'assimiler souvent. C'est aussi des modèles de société qui sont des modèles de société coopératifs, et on a un certain nombre d'acteurs économiques qui sont bien développés dans certaines régions, qui s'appuient sur ce type de modèle.

Bien entendu, on ne peut pas parler d'entreprise des territoires sans parler du citoyen. Le citoyen a son rôle à jouer dans l'économie circulaire. De par son implication et son engagement. Son implication dans la prise en compte des impacts environnementaux, dans la prise en compte de la limitation de la consommation des ressources, des matières premières en particulier, et par un engagement à aller vers des modèles économiques qui sont plus résilients, qui sont plus raisonnables, comme l'est par exemple la consommation collaborative, la réparation, ou la limitation de l'achat lorsque c'est nécessaire. C'est aussi une possibilité, au travers de cela, d'orienter des choix politiques. Parce que si les pratiques collaboratives, si les pratiques efficaces en ressources se développent et deviennent générales, bien entendu ceci orientera les choix politiques de nos gouvernements ou de nos élus.



Il s'agit, au travers de cela, de faire évoluer les modes de vie. On ne peut pas aller vers une économie circulaire, qui ira probablement vers consommer moitié moins de ressources au niveau de nos habitants, sans changer nos modes de vie. Là, effectivement, on est sur quelque chose de profondément difficile à mettre en œuvre. On ne peut pas changer de mode de vie du jour au lendemain, mais c'est une orientation que devront avoir les citoyens. Et puis bien entendu ça conduit, comme pour les entreprises, comme pour des territoires, à avoir de la résilience, c'est-à-dire de pouvoir absorber des chocs économiques ou des chocs sur les matières premières, de manière plus efficace et en ayant moins d'impacts pour sa propre activité.



Alors, l'économie circulaire s'articule autour de plusieurs clés. Il y a plusieurs clés à prendre en compte. Tout d'abord c'est dépasser le : « On fait déjà ». Effectivement on fait déjà un peu de recyclage, on fait un peu de réutilisation, mais ce n'est pas suffisant. Il ne s'agit pas d'augmenter notre efficacité, il s'agit véritablement de changer de modèle économique. Donc il faut aller au-delà. On peut pour cela expérimenter, mais il ne suffira pas d'expérimenter. Il faut aller généraliser les bonnes pratiques sur l'ensemble des acteurs, sur l'ensemble des territoires et pour l'ensemble des citoyens. Il s'agit aussi de travailler dans la durée. L'économie circulaire ne pourra pas se mettre en place en deux ans, trois ans, cinq ans, ni même une décennie. L'économie linéaire, que l'on oppose à l'économie circulaire, qui résulte de la révolution industrielle, s'est mise en place sur cent-cinquante à deux-cents ans. On sera sur quelques décennies pour aller vers l'économie circulaire. L'économie circulaire nécessite de sortir de cocon, de ne plus avoir une vision que l'on dit « en silo », mais d'avoir une approche systémique, c'est-à-dire d'être sur les différentes dimensions de l'économie en même temps. Et puis pour faire cela, pour faire une vision systémique, il faut aussi avoir de la coopération et de la confiance entre les acteurs. Ce n'est pas chacun dans son coin, travailler en coopération nécessite de la confiance. Enfin, il s'agit aussi de travailler sur des proximités, travailler avec des acteurs de proximité sur des boucles courtes, sur des boucles de proximité, pour favoriser les meilleures pratiques locales. Et puis pour terminer, il s'agit de passer d'une économie de la quantité à une économie de la qualité. Passer du jetable, au durable.

# "En marche" vers une économie circulaire

**Jean-Claude Lévy**

*Expert, Institut National de l'Économie Circulaire*

J'ai appelé cette intervention : En marche. C'est la mode. En marche vers une économie circulaire. J'aurais pu l'appeler peut-être Sémantique d'une économie circulaire, parce que le vocabulaire travaille, il travaille beaucoup nos discours.

Alors, trois schémas afin de définir et de figurer notre point de vue sur la trajectoire de l'économie circulaire. Cette trajectoire, je pense qu'elle a une intelligence stratégique appliquée au développement territorial qui fait intervenir des acteurs du marché, des institutions, des réseaux et des acteurs de la recherche-développement.

Alors, quatre points : dynamiques exercées, des dynamiques, l'économie circulaire c'est une série de dynamiques ; des lois, deuxième point ; la valeur ajoutée territoriale de l'économie circulaire, c'est un troisième point, la sémantique, donc, indispensable ; et enfin la recherche scientifique qui, pour l'instant, est encore ébauchée, mais qui est encore loin d'être suffisamment finalisée.

Alors, en introduction, un schéma : économie circulaire, économie linéaire. C'est le degré zéro depuis une dizaine d'années qui, paradoxalement, occulte plus qu'il n'explique l'écologie scientifique appliquée à l'économie circulaire. Le mot même est littéralement absent, écologie. Pourtant l'économie circulaire renvoie depuis 20 ans à une forme d'intelligence stratégique —j'insiste sur stratégique— appliquée au développement des territoires pour déchiffrer leur production sociale.

Et là, c'est un schéma numéro deux que je vous propose, qui montre bien la configuration entre les différents acteurs, mais élaboré il y a une dizaine d'années ou une quinzaine d'années. Peut-être 20 ans que j'avais fait ce schéma. Et je pense qu'il est important parce qu'on ne peut pas faire de l'économie circulaire si on ne tient pas compte de ces trois cercles et de leurs intersections réciproques avec, au milieu, l'intelligence stratégique. Alors, acteurs du marché, bien sûr, institutions, réseaux, acteurs de la R et D. Les leviers. Quels sont les leviers ? Le levier économique, bien sûr, dimension sociale, innovation, écotéchnologie éventuellement circulaire. C'est intéressant, écotéchnologie circulaire, parce que la technologie est importante. Et enfin aménagement du territoire, là on va vers la planification. Dans la fin 2017, aujourd'hui, dans de nombreux endroits, l'économie circulaire est devenue une sorte de visée managériale stratégique, pour employer un vocabulaire managérial assez connu, l'entreprise, bien sûr. Il y a des politiques locales qui sont avancées dans ce sens, une mobilisation de dynamiques relativement maîtrisées, les sept ou huit piliers, disait l'ADEME, de l'économie circulaire, sur des territoires de métropoles et de collectivités très diverses ou dans des parcs industriels urbains et ruraux qu'on commence à connaître assez bien. Je ne les cite pas, je pense au SMICVAL, Organic'Vallée, par exemple, je les ai déjà cités.

Ça représente un principe d'organisation de l'économie circulaire, dans tous ces lieux, dans l'ordre de ce que j'appelle l'intelligence stratégique, et le schéma numéro trois, que je vous demande de regarder attentivement, montre que cette intelligence stratégique est au cœur du développement des dynamiques de l'économie circulaire. Pour les différents leviers dont j'ai parlé tout à l'heure, regardez de près ce schéma-là, il est brut de décoffrage, mais je pense qu'il est important si on veut s'inscrire dans une étude ou une recherche de l'économie circulaire.

## **Dynamiques**

Alors, ces dynamiques. Dans plusieurs ordres, il y a des dynamiques. Dans l'ordre de l'écologie, je le disais, il y a d'abord l'écoconception des biens, c'est-à-dire comment réguler l'utilisation des stocks et la circulation des flux de matières organiques et inorganiques —la matière inorganique, la faune, la flore, etc.— pour produire une économie de biens, de biens de consommation et d'usage. Dans l'ordre de l'environnement, la dynamique va dans le sens de la réduction des déchets pour aller vers une dynamique d'utilisation secondaire, des matières premières recyclées, et dans une dynamique de contrôle et de traitement des déchets, globalement. Dans l'ordre de l'économie, c'est un troisième ordre important, comment promouvoir une dynamique de commandes publiques et de coopération entre les différents opérateurs, producteurs de marchandises, collectivités, etc. , pour une dynamique de circularité et de partage des coûts écologiques, économiques et sociaux. Voilà l'essentiel pour ce qui est des dynamiques qui sont mieux exprimées, quand on parle dynamiques de piliers.

## **Les lois**

Les lois, en Europe, sont favorables à l'écologie industrielle, aux produits, et principalement aux marchandises. Je pense aux Pays-Bas, l'Allemagne, au paquet européen qui va dans le même sens. En France, il y a une petite différence. La loi sur la transition énergétique, la croissance verte et l'ancien code de l'environnement abordent beaucoup plus des mesures du même ordre, bien sûr, mais, surtout, abordent beaucoup plus la préservation écologique des territoires à l'échelle des collectivités locales. Le territoire est plus présent dans la loi française qu'européenne, par exemple. En Chine, c'est encore plus précis, il y a toujours les mêmes mesures du même ordre, mais la question du sol se pose parce qu'elle est complètement propriété inaliénable de l'État, la loi préconise une planification territoriale comme socle de l'économie circulaire. Ça, c'est une grande différence. Mais au total, Europe, France, Chine, on peut dire que ces différences sont importantes parce qu'elles démontrent qu'il ne saurait y avoir d'économie circulaire ni d'écologie territoriale, sans intelligence stratégique, dont je vous ai montré le schéma tout à l'heure. Et du point de vue de l'intelligence stratégique, la qualité écologique des produits et la préservation écologique des territoires c'est un couple, qui n'a rien à voir avec le premier couple circulaire, dont je parlais tout à l'heure, produire-consommer-jeter est linéaire. C'est un couple qui produit, parce qu'il est couplé celui-ci, la valeur ajoutée territoriale.

## **La valeur ajoutée territoriale**

Alors, parlons maintenant de la nature, c'est un peu compliqué, de la valeur ajoutée territoriale. La valeur ajoutée territoriale créée par la planification écologique des territoires, c'est elle qui valorise les territoires. La valeur du sol, le sol s'impose : valeur d'usage, valeur marchande, valeur foncière. La rente foncière va avec, et c'est important, la rente foncière. On ne peut pas parler d'économie circulaire si on ne parle pas de rente foncière, parce que, partout, localement, c'est comme ça que marche l'économie, fortement, une grande partie de l'économie, l'habitat. Mais la rente foncière, elle-même, c'est le revenu d'un actif non produit. Le sol n'est pas produit. Il existe, le sol. Il n'a pas de valeur d'équilibre qui permet toutes les comparaisons qu'on peut faire en termes de valeur économique. C'est comme l'air, l'eau, la biodiversité, etc. Au ras du sol, le territoire dans son ensemble c'est une sorte de bien commun inestimable comme un actif, où néanmoins se noue le revenu de la rente foncière. Dans ce revenu de la rente foncière, toute la chaîne des valeurs va se nouer, se nicher. toutes les valeurs d'usage et marchandes vont se nouer à travers cette rente foncière dans ce que nous faisons les uns et les autres lorsque nous allons nous loger, etc. La valeur ajoutée du territoire c'est donc une sorte de pactole, dans la chaîne des valeurs tout entière, pour la reproduction élargie du capital, depuis le capital — l'argent qu'on a — jusqu'au capital au sens économique du terme, dans sa reproduction générale. Alors, comment parler d'économie circulaire si on ne considère pas ces questions-là, ce facteur essentiel, cette valeur ajoutée elle-même ?

## **Sémantique**

Il faut s'entendre sur les mots. C'est une question aussi de sémantique. Si on ne prend pas en considération la circulation élargie du capital, c'est comme magique, à ce moment-là, de parler d'économie circulaire en opposant linéaire, circulaire. Ça ne veut pas dire grand-chose. D'autant plus que par ailleurs, dans le monde des économies, circulaires ou pas, on a des économies dirigées où on peut parler d'économie circulaire, peut-être, on a des économies informelles, on ne peut pas en parler parce qu'on n'a même pas de données, économies naturelles, je pense aussi à ces économies archaïques où l'on trouve des arts premiers, mais dans l'économie pourrait être qualifiée de rudimentaire alors qu'elle est assez complexe, d'une façon anthropologique. C'est un conservatoire de l'évolution qui se maintient à travers ses économies dites archaïques et qu'il s'agit de considérer aussi si on veut parler d'économie circulaire. Je prends l'exemple du delta du Yang Tsé qui est très banal. Un chercheur chinois, dans un colloque récent, nous disait qu'il avait de la peine à expliquer à un paysan du delta du Yang Tsé, qui est une des zones les plus avancées dans le monde, à un paysan quelle était la différence entre recycler et composter. Le paysan comprenait très bien composter ; recycler, ça lui posait quelques problèmes parce qu'il avait de la peine à envisager toute la chaîne des valeurs à l'aune de la mesure de son agriculture.

## **La recherche scientifique**

On est loin du compte, même en 2018, sur la recherche scientifique appliquée à l'économie circulaire. C'était, en 2008, il y a 10 ans un objet non identifié sans domicile fixe. Aujourd'hui, elle émerge. Je pense à une thèse en cours par exemple à propos du discours institutionnel sur l'économie circulaire, c'est Anne-Claire Savy-Angeli à l'université de Montpellier. On est

sur une recherche qui vise, maintenant, les institutions. C'est intéressant parce que c'est la première du genre, comment fonctionnent les institutions pour l'économie circulaire. Le MOOC, en 2018, on est là pour ça, témoigne qu'il y a des publications scientifiques, hétérogènes certes, mais des publications qui cherchent à conceptualiser progressivement les enjeux concrets et ces dynamiques applicables dont je parlais tout à l'heure de l'économie circulaire. Mais, dernière question qui se pose à moi, pour l'instant, désirable à l'échelle de chaque territoire, l'hypothèse d'économie circulaire néanmoins, elle est souvent traitée en termes macroéconomiques. Sa visibilité locale est difficilement claire si on ne regarde pas les expériences qui ont lieu. Mais ce n'est pas conceptuel, ce sont des expériences.

Comment piloter territorialement la sortie de la crise, climatique ou autre, crise générale, économique, écologique et financière d'aujourd'hui ? Comment la piloter localement, sans prendre en considération notamment la question de l'anthropologie ? L'anthropologie de chaque territoire et de l'habitat. Il n'y a pas de recherche appliquée sur l'analyse du cycle de vie de ce que j'appelle le capital. On a des recherches. Je pense à Sabine Barles, en particulier, qui a parlé, ou qui va parler encore, ici, sur les stocks et sur les flux, sur ce qu'elle appelle, pour en discuter improprement, le métabolisme du territoire. Mais qui étudie l'analyse du cycle de vie du capital en ce sens que ce capital circule ? Il y a une circulation élargie qui se reproduit considérablement jusqu'à aboutir à un non-sens quand la crise arrive. Qui étudie ce cycle de vie du capital, cet élargissement en fonction du bâtiment, de la mobilité, des transports, de tout ce qui constitue notre ordinaire de vie, aujourd'hui ? Pour l'instant, les recherches en économie circulaire ne sont pas beaucoup appliquées à cette interrogation. Elle me paraît fondamentale si on veut avancer, si on veut établir une civilisation écologique qui corresponde aussi à ce que Braudel appelle la civilisation matérielle, dans un ouvrage qui fait date d'il y a une vingtaine d'années.

Je pense qu'on doit, à tout prix, s'interroger maintenant sur les questions de la valeur, de la valeur ajoutée, non seulement appliquée à la question du climat, mais localement, cette valeur qui s'attache à l'habitat et au mode de vie qui est le nôtre. Peut-être dans deux ans, le prochain MOOC qui va avoir lieu nous amènera dans ce sens-là, mais ça dépend un peu de vous, de moi, de tout le monde.

# *Économie circulaire et pays en développement : les ressources de l'Organisation des Nations- Unies pour le Développement Industriel*

**Vincent Aurez**

*Expert, Institut National de l'Économie Circulaire*

Je vais vous parler de l'économie circulaire dans les pays en développement, de références bibliographiques ou d'outils disponibles sur Internet pour voir ce qu'il se passe dans ce domaine à l'étranger.

Sur le sujet de l'économie circulaire dans les pays en développement, un certain nombre d'articles pointent spécifiquement les enjeux pour les pays en développement de mettre en place des économies circulaires. Voici deux références d'articles que je vous invite à consulter, qui montrent comment les pays en développement pourraient tirer parti de l'économie circulaire. Rappelons-nous, en France, en Angleterre, lors des périodes d'industrialisation, nous avons beaucoup plus recours aux matières premières secondaires, autrement dit aux matières recyclées, pour alimenter le système d'industrialisation qui était en train de se mettre en place. Cette industrialisation, en cours dans d'autres pays, a elle aussi tout le potentiel pour tirer parti de l'économie circulaire. Plus globalement, on voit de très nombreux pays sur l'ensemble des continents du monde mettre en place des initiatives de politiques publiques ou des initiatives privées et citoyennes pour mettre en place des actions concrètes d'économie circulaire.

Voici une carte publiée par le think tank britannique Chatham House, qui liste un certain nombre d'initiatives publiques sur l'économie circulaire dans le monde. On peut d'abord y remarquer, si on cherche où est la stratégie d'économie circulaire en France, qui était à l'époque de cette carte en discussion, ou encore le chapitre 4 de la loi de transition énergétique portant sur l'économie circulaire, où est la France. La France n'est visible qu'à travers la ville de Paris, en haut de la carte, et son initiative, sa feuille de route sur l'économie circulaire. Ce qu'on voit par ailleurs, c'est qu'un très grand nombre d'initiatives sur tous les continents dans le monde sont aujourd'hui visibles sur l'économie circulaire. Vous avez donc des initiatives au Laos, bien sûr au Japon, mais aussi en Uruguay, en Colombie et sur tout le continent africain. Ça nous amène donc à promouvoir les dialogues sur les initiatives portées en France pour les traduire et les amener comme ressources disponibles, comme expériences disponibles d'économie circulaire.

À l'inverse, cela nous incite à regarder aussi ce qui est fait et ce qui est disponible à l'étranger. Pour mettre en place ce dialogue et ces collaborations, l'ONUDI, l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel, une des branches de l'ONU, a notamment mis en place le réseau RECP, le Réseau des centres de production propre ou de centres d'efficacité des ressources.

En quoi consiste ce réseau ? Il consiste à répondre notamment à l'objectif 12 des objectifs de développement durable. Cet objectif 12 porte sur la consommation et la production responsables. Le réseau vise à développer des systèmes de consommation et de production responsables dans le monde entier. Concrètement, des centres soutenus par l'ONUDI sont mis en place dans l'ensemble des continents du monde. Vous voyez ici une carte disponible sur Internet. On voit que les centres sont présents sur tous les continents. Si on clique sur l'un, par exemple celui du Kenya, on voit des initiatives aujourd'hui mises en œuvre sur l'économie circulaire, donc sur l'efficacité des ressources.

Voici l'exemple d'un projet porté par le centre de production propre du Kenya en partenariat avec la Tanzanie, l'Ouganda, et à terme avec le Rwanda et le Burundi. Ce projet vise à mieux mutualiser les ressources autour du lac Victoria. Vous verrez sur cette page un premier descriptif, et surtout des contacts si le sujet vous intéresse ou si vous êtes sur place pour aller dans ce projet et y contribuer. C'était un seul petit exemple d'une des actions mises en place, vous en trouverez toute une multitude dans ce réseau de ressources.

Ce réseau de ressources est donc un réseau de personnes qui mettent en place des actions soutenues par l'ONUDI, mais c'est aussi un centre de connaissances. Ce centre de connaissances, disponible lui aussi gratuitement sur Internet, met à disposition plus de 12 volumes de connaissances, de boîtes à outils sur l'ensemble des sujets de l'économie circulaire —par exemple l'écoconception— avec à chaque fois des exemples, des exercices, des diapositives, des notes de cours ou encore des manuels. Tout cela est accessible en anglais et en espagnol. Si vous avez du mal pour lire l'une de ces deux langues, certains outils de traduction feront l'affaire et vous permettront d'y accéder très aisément et gratuitement. Voici le lien vers ces ressources en bas du slide.

Regardons ce qu'on peut trouver dans ce centre de connaissances porté par le réseau RECP. Voici la liste des documents listés par thème. En bas, on y voit économie circulaire avec quatre ressources à l'heure où nous publions ce MOOC. Par exemple, en cliquant sur Économie circulaire, on trouve un rapport très peu cité en France sur la productivité des ressources, publié par le Forum mondial des ressources, qui porte de très nombreux exemples dont on n'a pas l'habitude d'entendre parler en France sur l'économie circulaire, mais aussi un certain nombre de recommandations applicables potentiellement en France, mais aussi dans d'autres contextes géographiques et politiques.

Voici des ressources à la fois humaines et des connaissances qui vous permettront d'avoir d'autres points de vue et d'autres regards sur l'économie circulaire.